

*Article 29 du Règlement*

peur de faire face à leurs responsabilités. Ils ont peur de s'attaquer aux problèmes de l'heure et d'y trouver les solutions qu'il faut.

Au lieu de cela que font-ils? Ils font comme le député de Westaskiwin (M. Schellenberger) qui fouille dans les archives de l'époque où il siégeait dans l'Opposition et ressort de vieux arguments et de vieilles histoires de malversations. Il ne lui ai jamais venu à l'esprit, pauvre homme, qu'il est ministériel, qu'il ira au caucus demain où il y aura des ministres devant lui qui ont négligé leurs responsabilités en ce qui a trait à la question agricole. Il est beaucoup plus heureux de fouiller dans ses archives et de ressortir de vieux arguments parce qu'il ne lui ai jamais venu à l'esprit que l'une des responsabilités évidentes d'un député de la majorité consiste à essayer de persuader son propre gouvernement d'accepter la responsabilité et la nécessité de prendre des mesures pour résoudre de vrais problèmes.

Comme beaucoup de Canadiens, j'ai été un peu étonné et quelque peu curieux quand j'ai lu que le premier ministre (M. Mulroney) avait dû se faire installer un grand placard pour y ranger ses 84 paires de chaussures. Je me suis demandé comment on pouvait avoir besoin de tant de chaussures. Eh bien, nous en avons découvert la raison ce soir. A mon avis, tous les députés conservateurs doivent avoir d'immenses placards remplis de chaussures parce qu'ils dancent tellement sur la pointe des pieds en tournant autour du pot qu'ils doivent user leurs chaussures très rapidement. Nous n'avons pas un gouvernement, mais un corps de ballet. Tous les ministériels se contentent de faire des pointes en essayant d'éluder les questions. Ils font des pirouettes, virolorent, se livrent à toute la gymnastique possible afin d'éviter de s'attaquer à une question qui se trouve aux racines essentielles et très profondes de l'économie et de la société de l'Ouest du Canada. Voilà la raison de ce débat d'urgence.

Je trouve extrêmement intéressant que le message fasse enfin son chemin. On a annoncé aux actualités nationales, ce soir, que c'est le désarroi chez les conservateurs, la confusion totale. Quelle est leur réaction? Il vont envoyer le premier ministre dans l'Ouest. Monsieur le Président, j'entends d'ici les gens de l'Ouest dire : «Au lieu du premier ministre, envoyez de l'argent.» C'est ce qu'ils veulent. Ils en ont assez des boniments du premier ministre. Ils ne veulent pas le voir danser. Ils ne veulent pas qu'un avion supplémentaire l'accompagne pour transporter sa fameuse collection de chaussures. Ils veulent tout simplement de l'aide. Ils n'attendent du gouvernement qu'un petit signe qu'il comprend ce qui se passe.

Les députés ministériels se plaisent à déclarer : «Nous sommes des agriculteurs. Nous savons vraiment ce qui se passe.» Certains d'entre eux sont peut-être de bons agriculteurs, mais leur gouvernement est pitoyable. Ils sont de piètres théoriciens et administrateurs quand il s'agit d'aller au fond des problèmes. Mon collègue, le député d'Algoma (M. Foster), a signalé avec raison que nous avons bénéficié pendant dix-neuf mois d'un moratoire sur les prêts consentis par la SCA. On pourrait penser qu'il y aurait eu du côté du gouvernement quelqu'un d'assez intelligent pour trouver, au cours de ces dix-neuf mois, un moyen de réorganiser les dettes. Les organismes agricoles l'ont fait.

Le député de Wetaskiwin veut savoir quels sont les programmes. Il y en a beaucoup là-bas. Nous en proposons quelques-

uns que le député d'Algoma a présentés. Il y a eu le programme de stabilité mondiale proposé par le syndicat du blé. Les politiques sont en place mais les ministériels doivent être incapables de lire, de comprendre ou de réagir parce qu'ils n'ont rien fait au cours de ces 19 mois pour trouver une réponse qui permettrait le partage des responsabilités entre les agriculteurs, les banquiers et le gouvernement, le gouvernement au nom de la société et des banques qui ont consenti les prêts privés et les agriculteurs eux-mêmes. Nous disons que tout le monde doit assumer sa juste part de responsabilités. Ils doivent travailler ensemble. Cependant, le gouvernement n'a même pas réuni les principaux intéressés pour essayer de trouver une réponse. Il n'a même pas été capable de réunir les principaux intéressés, les gouvernements fédéral et provinciaux, les organisations agricoles et les banques.

Quand nous avons demandé aujourd'hui à la Chambre s'il ne serait pas important de réunir les banques pour discuter de cette question parce qu'elles détiennent 60 p. 100 des créances, le ministre a demandé : «Pourquoi le ferions-nous? Pourquoi discuterions-nous avec les banques?» Nous savons pourquoi le gouvernement devrait discuter avec les banques. C'est parce que tous les banquiers, ce soir, se disent en lisant la déclaration faite lundi par le ministre de l'Agriculture (M. Wise) : «Hé bien, si le gouvernement peut saisir, pourquoi pas nous.» Ils vont commencer à examiner tous leurs prêts en souffrance.

Quand les agriculteurs commenceront à faire des démarches, à demander qu'on leur prête pour pouvoir produire et à chercher du crédit pour la prochaine campagne agricole, monsieur le Président, comment pensez-vous que ces banques réagiront quand le gouvernement du Canada déclare d'une façon honteuse et méprisante qu'il met fin au moratoire et qu'il va laisser les mécanismes de la Société du crédit agricole réduire les collectivités agricoles en pièces?

C'est inviter ouvertement les banques et les autres établissements de crédit à emboîter le pas. Qu'est-ce qui les en empêche maintenant? Comment pourraient-ils se sentir obligés quand le gouvernement fédéral, dont le devoir est normalement de veiller aux intérêts des agriculteurs—car il s'agit d'un organisme public ou du moins c'est ce qu'il était—se comporte de la manière la plus crasse et la plus vile qui soit? Cela n'empêche pourtant pas le ministre chargé de la Commission canadienne du blé de demander pourquoi il devrait parler aux banques. Ne sont-elles pas concernées? Sont-elles particulièrement réputées pour leur générosité et leur ouverture d'esprit?

Tant de naïveté et de candeur dans ce dossier laissent rêver. Cela serait même risible si la situation n'était pas si grave. C'est peut-être en soi la pire condamnation contre un régime. Nous faisons des plaisanteries au dépens des députés conservateurs de l'Ouest dont la cote de popularité a baissé de 20 à 25 p. 100 d'après les sondages. Ils devraient se demander pourquoi. La raison en est simple : ceux-là même qui les ont élus en 1984 ne leur font plus du tout confiance.

• (2220)

L'un de ces députés a fait preuve de courage. Je parle du député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour) qui déclarait publiquement que le gouvernement ne comprenait pas l'Ouest du Canada, qu'il ne faisait rien pour combler les besoins de cette région et qu'il ne savait pas non plus comment régler ses problèmes. Qu'est-ce que ce député a reçu en récompense de